



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

**9419<sup>e</sup>** séance

Vendredi 15 septembre 2023, à 10 heures  
New York

*Provisoire*

*Présidente :* M<sup>me</sup> Dautllari ..... (Albanie)

<i>Membres :</i>	Brésil .....	M. França Danese
	Chine .....	M. Dai Bing
	Émirats arabes unis .....	M. Abushahab
	Équateur .....	M. Pérez Loose
	États-Unis d'Amérique .....	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie .....	M <sup>me</sup> Zabolotskaya
	France .....	M. Olmedo
	Gabon .....	M <sup>me</sup> Onanga
	Ghana .....	M <sup>me</sup> Osei
	Japon .....	M <sup>me</sup> Shino
	Malte .....	M. Camilleri
	Mozambique .....	M. Afonso
	Suisse .....	M <sup>me</sup> Baeriswyl
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	Dame Barbara Woodward

## Ordre du jour

Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales**

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2023/669, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Albanie, Brésil, Chine, Équateur, France, Gabon, Ghana, Japon, Malte, Mozambique, Fédération de Russie, Suisse, Émirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

**La Présidente** (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2697 (2023).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

**Dame Barbara Woodward** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous rappelons que les terribles atrocités commises par Daech ont choqué le monde entier. Le Conseil de sécurité a été clair dans sa réponse : les membres de Daech doivent répondre de leurs actes, et justice doit être rendue aux personnes rescapées et aux victimes de leurs crimes. C'est pourquoi l'Iraq et le Royaume-Uni ont pris la tête des efforts qui ont abouti à la création, par la résolution 2379 (2017), de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

Depuis sa création, l'Équipe d'enquêteurs a contribué à l'excavation de charniers et facilité la restitution des dépouilles aux familles des victimes. Elle a collaboré étroitement avec les juges et les procureurs irakiens pour renforcer leurs capacités, notamment en matière de collecte de preuves. Elle a offert aux personnes rescapées, y compris de violences sexuelles et fondées sur le genre,

la possibilité de témoigner en toute sécurité et dans le plein respect de leurs droits, et ces témoignages ont été utilisés dans le cadre des poursuites contre des membres de Daech dans le monde entier. Elle a également permis la mise en place de services d'assistance psychosociaux, en partenariat avec le Ministère irakien de la santé, ce qui a eu de réels effets sur les personnes rescapées.

Cette année, comme chaque année, nous avons abordé ce mandat en partenariat étroit avec le Gouvernement irakien et avec l'engagement commun des membres du Conseil de sécurité à lutter contre le terrorisme. La résolution que nous avons adoptée ce matin (résolution 2697 (2023)) nous mettra sur la bonne voie pour améliorer les accords de partage d'éléments de preuve avec le Gouvernement irakien et pour étudier les différentes options concernant l'avenir de l'Équipe d'enquêteurs. Le Royaume-Uni coopérera étroitement avec le Gouvernement irakien, l'ONU et le Conseil de sécurité pour perpétuer l'héritage de l'Équipe, tant en Iraq que dans le reste du monde. Nous remercions le Conseiller spécial et son équipe de leur travail dévoué en faveur de l'application du principe de responsabilité. Et nous restons fermement déterminés à rendre la justice pour les atrocités commises par Daech et à poursuivre les efforts internationaux à cet égard.

**M. DeLaurentis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis se félicitent de la prorogation, pour une année supplémentaire, du mandat de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Je tiens à remercier tout particulièrement le Royaume-Uni des efforts inlassables qu'il a déployés pour parvenir à un consensus, au Conseil de sécurité, sur la résolution 2697 (2023). Nous remercions également le Gouvernement irakien de son engagement en faveur de l'importante mission de l'Équipe d'enquêteurs et de sa collaboration avec le Conseil en vue de poursuivre cette action importante pour une année supplémentaire. Enfin, nous tenons à remercier le Conseiller spécial Ritscher et son équipe des efforts qu'ils déploient pour mener à bien le mandat de l'Équipe.

Bien que nous ayons réalisé des progrès considérables, le combat contre Daech ne sera pas terminé tant que les auteurs d'atrocités n'auront pas répondu de leurs actes. C'est pourquoi le Conseil de sécurité a accédé à la demande formulée par l'Iraq en 2017 de s'associer à l'ONU pour créer l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Les États-Unis ont

toujours appuyé cette initiative et continueront de le faire. Grâce à notre soutien, l'Équipe d'enquêteurs et le Gouvernement iraquien ont pu préparer le terrain à de futures poursuites sur la base des éléments de preuve exhaustifs, y compris des techniques de criminalistique de pointe et des éléments de preuve prélevés sur le champ de bataille, dans certains des endroits les plus difficiles du monde. En effet, l'Équipe est une composante essentielle des efforts plus larges de la communauté internationale pour s'assurer que les membres de Daech et les groupes qui leur sont affiliés sont tenus responsables de leurs crimes, où qu'ils se trouvent. En appuyant l'Équipe, nous appuyons l'idée selon laquelle les crimes internationaux doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites conformément aux normes juridiques en vigueur.

À cette fin, l'échange d'informations avec des États tiers pour permettre les enquêtes, conformément au mandat convenu entre l'Équipe et le Gouvernement iraquien, est l'un des résultats les plus importants de la coopération à ce jour. Cette coopération a été absolument essentielle dans les efforts déployés par les États Membres de l'ONU pour amener les combattants terroristes étrangers à rendre des comptes dans leur pays d'origine et pour les rapatrier des centres de détention qui sont source de préoccupation. À ce jour, 18 États Membres ont demandé à l'Équipe de partager des éléments de preuve pour étayer les poursuites engagées contre plus de 300 membres et affiliés présumés de Daech. L'Équipe a déjà contribué à 21 enquêtes aux États-Unis, à des condamnations en Suède et au Portugal et à la toute première condamnation en Allemagne d'un membre de Daech pour un crime international, à savoir le crime de génocide contre les yézidis en 2021.

Nous exhortons le Gouvernement iraquien et l'ONU à préserver cette coopération essentielle et à élaborer rapidement des modalités permettant de poursuivre l'échange d'informations conformément à la présente résolution. Il est clair que le travail de l'Équipe n'est pas terminé. Je tiens à souligner que cette résolution ne doit pas être interprétée comme pré déterminant l'action future en ce qui concerne le renouvellement de son mandat. Nous serons prêts à poursuivre le travail au-delà de l'année à venir, le cas échéant. Nous attendons avec intérêt de pouvoir soutenir l'important travail de l'Équipe avec le Gouvernement iraquien, alors que l'Iraq et la communauté internationale s'efforcent de traduire en justice les auteurs de violences et de génocides commis par Daech.

**M<sup>me</sup> Zabolotskaya** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie a appuyé la création

par la résolution 2379 (2017) de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, parce que sa tâche principale était de consigner les crimes commis par Daech, une organisation terroriste qui représente une menace pour la paix et la sécurité internationales, ainsi que par ses commanditaires, et de transmettre les éléments de preuves de ces activités criminelles au Gouvernement iraquien. Tout cela s'est fait avec le consentement et à la demande du Gouvernement iraquien, qui constituait la base juridique et politique de la décision du Conseil de sécurité. La résolution désignait les autorités irakiennes comme le principal destinataire des éléments de preuve recueillis par l'Équipe, sans aucune condition préalable.

Au cours des six années d'activité de l'Équipe d'enquêteurs, la Russie a rappelé ces objectifs clefs et l'a encouragée à agir de manière transparente et en coopération avec le Gouvernement iraquien. Cependant, l'Équipe n'a jamais rempli l'essentiel de son mandat, qui consistait à soutenir les efforts nationaux des autorités judiciaires et policières irakiennes pour traduire en justice les membres de Daech et leurs commanditaires.

Dans le même temps, la transparence de cette entité pose chaque année de plus en plus question. Des éléments de preuve ont été obtenus auprès d'organisations non gouvernementales non spécifiées, dont la liste, pour des raisons inconnues, n'a même pas été divulguée au Conseil de sécurité. Les principaux bénéficiaires des travaux de l'Équipe sont les pays occidentaux, qui ont reçu des informations sans le consentement de l'Iraq. Pour l'essentiel, le Conseil ne sait pas quels sont les résultats de ses activités ni ce qu'elle a réussi à accomplir.

À cet égard, la Russie a pris en compte et pleinement appuyé la demande du Gouvernement iraquien d'accélérer l'achèvement du mandat de l'Équipe d'ici au 17 septembre 2024. La Fédération de Russie a voté pour la prorogation de son mandat étant entendu que toutes ces conditions seraient remplies. Au cours de la période à venir, l'Équipe doit remettre tous les éléments de preuve recueillis aux autorités irakiennes, les informer de ceux qui ont été transmis à des pays tiers et s'abstenir dorénavant de tout transfert à des pays tiers sans l'accord exprès du Gouvernement iraquien. Le Conseil souhaite également connaître les résultats des travaux de l'Équipe, en ce qui concerne non seulement le nombre d'affaires transmises à des pays tiers, mais aussi le contenu de ces affaires. Nous espérons que ces informations figureront dans les rapports

finaux du Conseiller spécial et du Secrétaire général, qui doivent être publiés au cours de la période considérée.

Nous voulons croire que la mise en œuvre de ces directives du Conseil accélérera le processus visant à traduire en justice non seulement les terroristes de Daech, mais aussi ceux qui les financent.

**M. Dai Bing** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de l'adoption de la résolution 2697 (2023), sur la prorogation du mandat de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, qui a été créée par la résolution 2379 (2017). En tant que pays hôte de l'Équipe d'enquêteurs, l'Iraq a formulé des demandes expresses dans une lettre concernant la durée du mandat et le transfert d'éléments de preuves, entre autres. La Chine a toujours maintenu que l'appropriation et le rôle de premier plan du pays hôte devaient être respectés et que le Conseil de sécurité devait répondre pleinement aux demandes et aux préoccupations légitimes de l'Iraq. La résolution qui vient d'être adoptée par le Conseil, en réponse à une demande de l'Iraq, ne proroge le mandat de l'Équipe d'enquêteurs que jusqu'au 17 septembre 2024. Elle prie également le Secrétaire général de formuler des recommandations concernant la remise des éléments de preuve à l'Iraq d'ici au 15 janvier 2024, et demande au Conseiller spécial d'élaborer une feuille de route pour l'achèvement du mandat de l'Équipe en consultation avec le pays hôte dans un délai de six mois. Nous espérons que ces demandes du Conseil seront pleinement et efficacement mises en œuvre. Nous espérons également que l'Équipe d'enquêteurs restera en communication étroite avec le pays hôte, lui transmettra comme il se doit les éléments de preuve, planifiera une sortie ordonnée et couvrira la dernière ligne droite de son mandat de façon à mener à bien la mission historique d'appui aux mécanismes nationaux de responsabilité de l'Iraq.

L'Iraq a consenti d'énormes sacrifices pour combattre Daech et récupérer les territoires occupés par les groupes terroristes. La communauté internationale doit continuer d'appuyer fermement les efforts déployés par l'Iraq pour éliminer les vestiges des groupes terroristes et extrémistes, traduire les terroristes en justice et consolider les résultats obtenus à grand prix en matière de lutte contre le terrorisme.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Mon pays se félicite de l'adoption de la résolution 2697 (2023) adoptée à l'unanimité aujourd'hui, qui proroge le mandat de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État

islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Cela reflète les demandes souveraines énoncées dans la lettre datée du 5 septembre de S. E. M. Fuad Mohammad Hussein, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq.

Nous remercions également l'Équipe d'enquêteurs de tous les efforts qu'elle a déployés depuis sa création afin de faire en sorte que l'organisation terroriste Daech réponde de ses actes en recueillant des éléments preuves sur ses crimes et en renforçant les capacités des autorités irakiennes dans ce domaine. Mon pays estime que la mise en place de l'Équipe d'enquêteurs en partenariat étroit avec l'Iraq est un exemple à suivre dans le cadre des efforts que l'ONU déploie pour prêter main-forte aux pays dans leurs affaires juridiques.

Les Émirats arabes unis ont activement participé aux négociations afin de jeter des ponts et de parvenir à une résolution qui tienne compte des préoccupations de l'Iraq et des différents points de vue des membres du Conseil de sécurité, notamment en s'efforçant de présenter des propositions susceptibles d'être acceptées par tous. Nous remercions le Royaume-Uni de ses efforts centraux en tant que rédacteur, qui ont permis d'adopter une résolution à la fois équilibrée et dans les délais impartis. Nous apprécions également à leur juste valeur les contributions des autres membres du Conseil sur cette question.

Alors que l'Équipe d'enquêteurs progresse dans l'exécution de ses tâches, nous soulignons l'importance de tenir le Conseil informé des progrès réalisés dans la mise en œuvre des dispositions de la résolution 2697 (2023), notamment par le biais de l'exposé périodique du Conseiller spécial en décembre, en particulier en ce qui concerne la clôture des travaux de l'Équipe en coordination avec le Gouvernement irakien.

Nous espérons également que le rapport du Secrétaire général, qui sera publié au début de l'année prochaine, contiendra des propositions réalistes et applicables pour le transfert au Gouvernement irakien de tous les éléments de preuve recueillis par l'Équipe, y compris ceux partagés avec des pays tiers, le Gouvernement irakien étant le principal destinataire de ces éléments de preuve conformément à la résolution 2379 (2017).

Nous saluons tous les efforts déployés par l'Iraq pour s'assurer que les membres de Daech répondent de leurs actes et que justice soit rendue aux victimes, aux rescapés et à leurs familles. Nous sommes favorables à ce que l'équipe transmette des éléments de preuve à des pays tiers, avec l'accord du Gouvernement irakien, afin

de garantir que les membres de Daech répondent de leurs actes, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Dans ce contexte, mon pays réaffirme qu'il s'oppose à l'idée d'associer des groupes terroristes, tels que Daech, à la religion islamique ou à d'autres religions, nationalités ou races. Nous appelons également à ne pas se laisser bernier par les discours de ces groupes qui déforment les

religions et cherchent à les exploiter pour atteindre leurs sombres desseins.

Pour terminer, je réaffirme notre appui à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Iraq, ainsi que notre solidarité avec le peuple iraquien dans ses efforts pour se relever des difficultés des dernières décennies.

*La séance est levée à 10 h 20.*